

Impacts of Bank Financing on the Development of Family Farming in Cote d'Ivoire

(Impacts of Bank Financing on the Development of Family Farming in Cote d'Ivoire)

KOUADIO Yao Prosper, ETIEN Dibiéthéodore, TIEBRE Marie-Solange, BORAUD N'Takpé Kama Maxime

Vorian Center for Economic and Social Research Cote d'Ivoire

Depuis son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a basé son développement économique sur le secteur primaire. Ainsi, des devises tirées de la commercialisation du Cacao, du café (les deux cultures traditionnelles) ensuite des huiles de palme et du coco ; des fibres de coton,... et plus récemment du latex brut ou prétraité d'hévéa, des noix de cajou, pour ne citer que ceux-là au côté des grumes issus de l'exploitation forestière et enfin des produits de la pêche tel que le thon et bien d'autres produits halieutiques, la Côte d'Ivoire a pu construire des écoles, des universités, des hôpitaux, bâtir des industries, construire des routes, des ports,..., en somme développer les autres secteurs économiques et assurer le bien-être sociale des ivoiriens. L'agriculture a même produit en son temps, «le miracle économique» de notre pays. Mais depuis la chute des prix des matières premières agricoles, la contribution du secteur agricole au PIB national a régressé (elle est aujourd'hui de 25% (APA NEWS, 2018)) et cela, avec pour corollaire les différentes crises économiques, sociales et politiques que connaît le pays depuis 1990.

Au sortir de la guerre récente, l'objectif des différents gouvernements est de conduire la nation ivoirienne au rang de pays économiquement émergents. Et comme par le passé, le secteur agricole est appelé à jouer un rôle important, sinon à être le pilier du développement économique de la nation. Ainsi, deux Plans Nationaux de Développement Agricoles (PNIA1 et 2) ont été élaborés. Ces plans sont financés en partie par le budget national, le secteur privé et les partenaires aux développements (BAD, EU, PNUD, BADEA, ...) sous-forme d'appui institutionnel à travers différents projets développement agricole sectoriel ou régionaux. Cependant, ces financements ont du mal à transformer réellement l'agriculture ivoirienne en une véritable industrie agricole pouvant faire passer le pays d'une agriculture traditionnelle à un secteur primaire moderne offrant tous les attraits d'une activité durable pouvant intéresser une jeunesse de plus en plus nombreuse, instruite et formée aux métiers de l'agriculture dont certains sans lendemain opèrent parfois au côté d'une masse paysanne relativement importante au niveau de l'agriculture familiale sans moyens financiers suffisants. Or, il faut se rappeler que le miracle économique des années 1980 en Côte d'Ivoire a été possible grâce à l'accompagnement financier de l'agriculture familiale de la Banque Nationale du Développement Agricole (BNDA) d'alors. Aujourd'hui, le financement bancaire aux petits exploitants agricoles Côte d'Ivoire est seulement 5 % (APANews, 2018). Et cela peut expliquer en partie le caractère rudimentaire de l'agriculture familiale. Car ce secteur jugé globalement à risque, ne bénéficie pas d'un accompagnement bancaire conséquent. Il suit delà qu'il y a nécessité de résoudre ce problème à savoir trouver un mécanisme fiable rassurant à la fois pour les banques et établissements financiers et aussi pour les agriculteurs afin de créer une dynamique de développement de l'agriculture familiale qui représente l'avenir de l'alimentation mondiale.

La réalisation de ce travail s'appuie sur le postulat qu'il est possible de garantir le développement durable de l'agriculture familiale à partir d'un financement bancaire du secteur. Cette hypothèse générale peut être déclinée en hypothèses secondaires suivantes :

- (1) les risques liées au secteur agricoles sont maîtrisables et peuvent par conséquent être minimisés ;

- (2) les financements bancaire peut contribuer durablement à l'amélioration technique des systèmes de culture, des systèmes de production et d'exploitations de l'agriculture familiale en Côte d'Ivoire ;
- (3) les banques et les agriculteurs peuvent mutuellement s'enrichir de leur bonne collaboration et contribuer durablement le développement économique de la côte d'Ivoire;

Il ressort de là que l'objectif global de ces travaux et d'assurer le développement durable de l'agriculture familial à partir du financement bancaire en Côte d'Ivoire. Plus spécifiquement, il s'agit de (1) réfléchir à la création d'un cadre qui permet de minimiser les risques liés au secteur agricole ; (2) d'améliorer durablement les systèmes de culture, de production et d'exploitation des petits agriculteurs en Côte d'Ivoire et enfin (3) générer des richesses financières durables à la fois pour les agriculteurs et les établissements financiers nationaux à partir d'un cadre de confiance mutuelle et réciproque.

Il va s'en dire que la conduite de tels travaux va s'appuyer sur une revue bibliographique qui va faire l'état de l'art sur le sujet, notamment faire une analyse historique du financement agricoles en Côte d'Ivoire et d'ailleurs pour révéler les failles et avantages du passé ; mais aussi, faire un inventaire on ne peut plus exhaustif des sources de financement du secteur agricole dans le monde et en Côte d'Ivoire tout mettant en avant, leurs impacts sur la transformation du secteur primaire d'ici et d'ailleurs.

Ensuite, un travail de terrain sera mené sous-forme d'enquête auprès de plusieurs acteurs intervenant dans le secteur agricole, notamment les banques et les petits agriculteurs, femmes, jeunes et adultes pour identifier leurs expériences, leurs inquiétudes, les attentes et même recueillir leurs recommandations afin de donner les meilleurs orientations et comprendre les données du milieu qui doivent conduire à la définition de critères et de modalités objectivement utiles à ce projet.

Les données ainsi recueillies seront analysées à partir de logiciel statistique et économétrique spss.20.2 et économétriques Frontier 4.1 et faire l'objet de tests économiques pour mesurer leur efficacité afin de prévoir leur impact sur le secteur et définir finalement une politique de financement des petits agriculteurs en Côte d'Ivoire.

Le mémoire qui sera issu de ces travaux comprendra outre l'introduction, la conclusion et les recommandations, une revue bibliographique, les matériels et les méthodes, les résultats qui seront analysés et discutés. Aussi, une bibliographie des annexes complètent-ils ce mémoire.